

# Les comptes extérieurs de la France en 2004

## Le besoin de financement se creuse

Claudie Louvot, Ghislaine Monerie, division Échanges extérieurs, Insee

**E**n dépit de la force de l'euro, les exportations de biens et de services se redressent en 2004, en moyenne annuelle. Rehaussées fin 2003 par la livraison du *Queen Mary 2*, elles restent soutenues par d'importantes livraisons de biens d'équipement. L'amélioration de la conjoncture en Europe stimule également les ventes de biens intermédiaires et de biens de consommation. Mais en réponse à une demande intérieure plus vigoureuse, les importations de biens et de services rebondissent aussi, et plus vivement encore. L'envolée des cours du pétrole se répercute sur la facture énergétique. Celle-ci s'alourdit de 5,9 milliards d'euros et pèse sur le solde des échanges de biens qui devient déficitaire. Le solde touristique s'érode. Le déficit des opérations de répartition restant élevé, le besoin de financement de la France apparu en 2003 se creuse.

En 2004, les exportations françaises de biens et de services se redressent après trois années difficiles. En valeur et en moyenne annuelle, elles progressent de + 5,0 %, après une baisse de - 2,9 % en 2003 et une quasi-stagnation en 2002 (*graphique 1*). Dans un environnement international ponctué de tensions géopolitiques, le commerce mondial avait été perturbé depuis 2001 par le ralentissement de l'économie américaine et la langueur de la croissance européenne. Il se réanime vers la fin de l'année 2003, partout dans le monde, y compris dans la zone euro. En dépit de la force de la monnaie unique et des incertitudes liées à l'envolée des cours du pétrole et des matières premières, les exportations françaises bénéficient en 2004 du rebond des commandes extérieures.

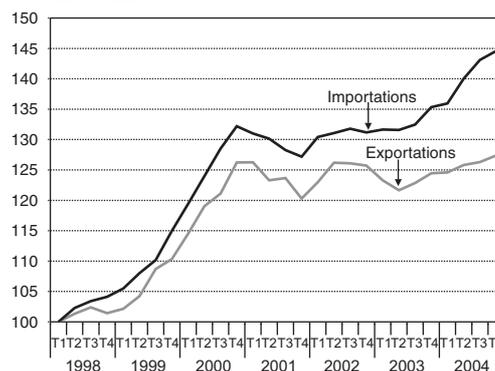
La demande intérieure étant aussi plus vigoureuse, les importations de biens et de services reprennent également en 2004, et très nettement : + 8,7 % en valeur, après - 0,8 % en 2003 et - 2,6 % en 2002. Toutefois, à raison de deux points, cette hausse est imputable aux achats de produits énergétiques. Comme elle est plus rapide que celle des exportations, le solde des échanges de biens et de services (FAB-FAB) se creuse de 13,4 milliards d'euros (*tableau 1*). La facture énergétique, en particulier, s'alourdit de 5,9 milliards, pour s'établir à - 27,9 milliards. Le solde des échanges de biens devient déficitaire (- 6,6 milliards d'euros FAB/FAB) et le solde des échanges de services recule de 3,4 milliards, en raison notamment de l'érosion du solde touristique. Par ailleurs, le déficit des opérations de répartition ne se résorbant que partiellement, le besoin de financement de la France s'accroît : il atteint 10,4 milliards d'euros en 2004, après 4,2 en 2003.

### Flambée des cours du pétrole et des matières premières

Globalement en baisse depuis deux ans, les prix des exportations de biens, ainsi que ceux des importations, repartent à la hausse en

#### ① Les importations de biens et de services augmentent plus vite que les exportations

Indice de volume, base 100 en 1998



Source : comptes nationaux trimestriels - Insee

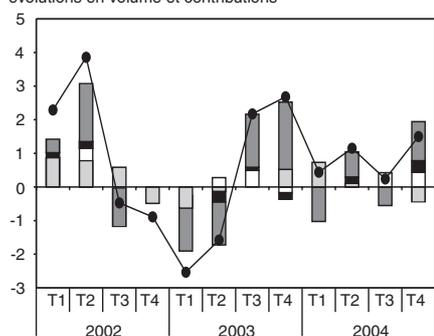
2004. Le retournement des flux en valeur est accentué par ce renversement de tendance dans l'évolution des prix. C'est la conséquence de la flambée des cours du pétrole et des matières premières : en moyenne annuelle, le cours du Brent en dollars augmente de + 32,6 % en 2004 après + 15,6 % en 2003, le prix du caoutchouc de + 18,6 % après + 37,4 % et le prix des matières premières minérales de + 35,3 % après + 12,4 %. Ces hausses sont nées de tensions sur les capacités de production dues à la forte croissance de la demande mondiale, et notamment à l'explosion de la demande chinoise. Des comportements spéculatifs les ont en outre renforcées. En 2004, leurs effets sur les prix d'importation commencent à se faire sentir : le prix de l'énergie fait un bond de + 15,9 %. Les prix des biens intermédiaires augmentent également : + 11,6 % pour les produits de la métallurgie, + 3,4 % pour les matières premières minérales. Par le biais des coûts de production, ces hausses se diffusent peu à peu à certains prix d'exportation (+ 7,3 % pour les biens intermédiaires de la métallurgie et + 3 % pour le poste « chimie, caoutchouc, plastique »).

### Effet modérateur de l'appréciation de l'euro

Dans le même temps, la monnaie européenne s'apprécie fortement par rapport au dollar (+ 9,9 % en moyenne annuelle en 2004 après + 19,7 % en 2003) et aux monnaies qui lui sont arrimées, ce qui joue un rôle modérateur sur le prix des échanges ; et cela, à l'importation comme à l'exportation, mais pour des

### ② Les biens d'équipement dessinent le profil des exportations

évolutions en volume et contributions



Source : comptes nationaux trimestriels - Insee

raisons différentes. À l'importation, la conversion en euros amortit les répercussions de la hausse des cours du brut et des matières premières, restée de fait relativement indolore au départ : le prix de l'énergie n'avait augmenté que de + 2,5 % en 2003. De plus, dans certains cas, les prix avaient probablement été verrouillés dans le cadre de contrats à terme, conclus précisément pour mettre les entreprises à l'abri de ce type de risque.

L'appréciation de l'euro favorise aussi la modération des prix d'exportation. Elle réduit la compétitivité des produits français, ce qui conduit certains opérateurs à adopter des politiques de prix plus offensives pour préserver leurs parts de marché. En 2002 et 2003, le prix des biens exportés avait nettement reculé, de - 2,5 % et - 1,8 %. En 2004, la modération des prix reste de mise sur certains marchés où la concurrence est rude, tels que celui des vêtements (- 3,3 %) ; dans le cas des produits à fort contenu en nouvelles technologies,

comme les biens d'équipement informatiques, la baisse structurelle des prix se poursuit (- 14 %). Dans l'automobile, les répercussions de la hausse des cours des matières premières se font sentir au tournant de l'année 2003, mais les prix s'assagissent ensuite. Toutefois, en moyenne annuelle, ils augmentent de + 4,5 %.

### Les biens d'équipement rythment les exportations

Après une année morose, les exportations de biens se redressent, tirées par les produits manufacturés dont tous les postes se retournent, en moyenne annuelle (+ 4,5 % en volume en 2004, après - 2,0 % en 2003 et + 1,6 % en 2002). Les ventes de biens d'équipement augmentent de + 6,5 % (- 5,3 % en 2003). Dans le cas du matériel électrique et électronique et des produits minéraux, les progressions avoisinent 10 %. Les exportations de biens de consommation se redressent également : + 4,5 %, après un

### ① Le compte du Reste du monde en 2003 et 2004

en milliards d'euros courants

	Solde 2003	Solde 2004	Exportations 2004	Importations 2004
<b>Biens et services FAB-FAB</b>	<b>17,5</b>	<b>4,1</b>	<b>428,1</b>	<b>424,0</b>
Biens FAB-FAB	3,4	- 6,6	342,7	349,3
Biens CAF-FAB	- 3,0	- 13,8	342,7	356,5
Agriculture	1,8	1,7	10,3	8,6
Industries agro-alimentaires	6,8	6,5	30,0	23,5
Énergie	- 22,0	- 27,9	12,3	40,2
Produits manufacturés	10,4	5,9	290,2	284,3
dont : Biens de consommation	- 6,3	- 7,7	52,2	59,9
Automobile	11,6	12,2	53,6	41,4
Biens d'équipement	8,2	7,3	81,4	74,1
Biens intermédiaires	- 3,1	- 5,8	103,1	108,9
<b>Tourisme</b>	<b>11,6</b>	<b>10,3</b>	<b>32,8</b>	<b>22,5</b>
<b>Services hors tourisme</b>	<b>2,5</b>	<b>0,4</b>	<b>52,6</b>	<b>52,2</b>
Négoce et commissions	- 0,7	- 1,1	3,7	4,8
Transports	- 0,3	- 1,1	17,7	18,8
Télécommunications	0,5	1,0	2,5	1,5
Services aux entreprises	1,9	1,3	22,4	21,0
Activités culturelles	- 0,3	0,0	2,3	2,2
Services d'assurance	- 0,3	- 0,6	1,0	1,5
Services financiers	1,5	0,6	2,7	2,1
Santé	0,2	0,2	0,4	0,2
<b>Opérations de répartition</b>	<b>- 21,8</b>	<b>- 14,5</b>	<b>99,6</b>	<b>114,0</b>
dont : Rémunération des salariés	7,8	7,9	9,3	1,4
Impôts sur la prod. et les importations	- 6,8	- 5,3	///	5,3
4 <sup>e</sup> ressource	- 9,6	- 10,2	///	10,2
Subventions	9,7	9,6	///	- 9,6
Coopération internationale courante	- 3,7	- 4,5	1,5	5,9
Revenus de la propriété	- 3,5	- 3,4	77,2	80,6
Primes d'assurance	0,8	0,9	2,3	1,4
Indemnités d'assurance	- 0,7	- 1,1	0,3	1,4
Autres transferts courants	- 2,4	- 3,4	5,8	9,2
Transferts en capital	- 7,7	0,8	0,6	- 0,2
<b>Besoin de financement</b>	<b>- 4,2</b>	<b>- 10,4</b>	<b>///</b>	<b>///</b>

Source : comptes nationaux - Insee

recul de plus de 10 % en 2003, pour l'électronique grand public et les meubles ; + 6,8 % après - 2,9 %, pour les vêtements et les cuirs, et le dynamisme des exportations de produits pharmaceutiques et de cosmétiques ne se dément pas. Seules les exportations de voitures ralentissent, freinées par la concurrence de plus en plus prégnante des marques étrangères (+ 2,8 % après + 3,5 %).

Toutefois, le message délivré par les moyennes annuelles gagne à être nuancé (*graphique 2*). En premier lieu, si les exportations n'avaient fait que se stabiliser en 2004, elles auraient déjà progressé de + 2,7 %, car elles avaient été nettement rehaussées à la fin de l'année 2003 par la livraison du *Queen Mary 2*, entre autres. Par ailleurs, ce sont principalement les biens d'équipement qui dessinent le profil des exportations. Ainsi, le redressement des ventes de biens intermédiaires et de biens de consommation en cours d'année ne compense pas la contraction des livraisons aéronautiques, et ces dernières expliquent l'essentiel du ressaut du dernier trimestre, imputable aussi à la reprise des ventes d'automobiles. Au cours de la période récente, marquée par une crise du transport aérien, les exportations ont manifestement souffert de la forte spécialisation de la France dans l'industrie aéronautique. Dans le même temps, le commerce extérieur de l'Allemagne, plus diversifié et mieux positionné géographiquement, restait très dynamique, alors qu'il était soumis aux mêmes conditions de change.

### Forte progression des importations de biens

En France, le redressement des exportations et l'amélioration du climat des affaires, dans la zone euro notamment, ont suscité un regain de confiance à partir de la mi-2003. Avec pour adjuvant des conditions de financement particulièrement favorables, les conditions d'une reprise de l'investissement se trouvaient ainsi réunies. Les importations de matériel électrique et électronique reprennent dès la fin de l'année 2003 (+ 7,8 % au second semestre), pour augmenter de + 13,1 % en 2004, en moyenne annuelle et en volume, après + 4,1 % en 2003. Les importations de biens d'équipement sont en outre dopées par d'importants

## 2 Les échanges de biens de la France par grande zone

en milliards d'euros courants

	Soldes CAF-FAB		Valeur du flux en 2004	
	2003	2004	Exports	Imports
Union européenne à 15	6,6	2,1	215	213
dont Union monétaire	- 3,1	- 7,0	175	182
OCDE hors UE	- 1,6	- 3,9	62	66
Monde hors UE et OCDE	- 8,1	- 12,1	66	78

Exportations FAB, importations CAF.

Source : comptes nationaux - Insee

achats aéronautiques, *Boeing* et pièces destinées à la construction du gros porteur d'*Airbus*, l'*A 380* (+ 4,5 % après - 11,2 % en 2003). Les biens intermédiaires repartent également, après deux années de stagnation (+ 5,1 %). Mais peut-être les anticipations des industriels sont-elles trop optimistes car les stocks se gonflent. Les conditions de crédit encouragent aussi la consommation des ménages, d'autant qu'ils ont bénéficié de baisses d'impôts fin 2003. Leur demande se porte sur des produits majoritairement importés, tels que l'électronique grand public et les meubles : les importations de ces biens d'équipement du foyer progressent de + 11,4 % en volume en 2004, après avoir stagné en 2003. Les achats de cosmétiques s'accroissent de + 5,9 %, et les achats de vêtements de + 6,3 %. La forte accélération de ce dernier poste au quatrième trimestre (+ 8,5 %), accompagnée d'une baisse sensible des prix (- 4,0 %), n'est pas sans lien avec la montée en charge du textile asiatique. Enfin, la guerre des prix entre constructeurs a favorisé la commercialisation des voitures étrangères sur le marché français : aux deux tiers constituées de véhicules, les importations de produits de l'automobile augmentent de + 8,8 %, une hausse inédite depuis 2000. Soutenues par tous les postes, ou presque, les importations de produits manufacturés augmentent, au total, de + 7,0 % en volume.

### Intensification des échanges avec l'Asie

En 2004, le rééquilibrage du commerce mondial et un effet de change devenu plus neutre se répercutent sur l'orientation géographique des échanges (*tableau 2*). À l'inverse de l'année précédente, l'Union européenne (à 15) apporte une contribution positive de plus de 3 points à la hausse des exportations, et de plus de 4 points à celle des

importations. Les échanges reprennent notamment avec deux grands partenaires, l'Allemagne et l'Italie, après trois années de stagnation. Le recul des exportations vers les pays dont les monnaies se sont dépréciées, tels que le Royaume-Uni et les États-Unis, s'interrompt. Les importations en provenance des États-Unis, dopées par les achats de *Boeing*, se retournent également (+ 6,8 % après - 18,7 %).

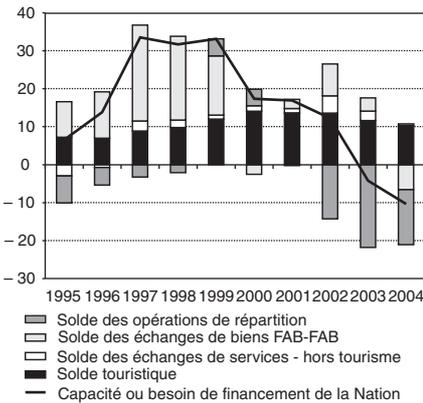
Mais le marché asiatique est de loin le plus dynamique : il a presque rattrapé, en valeur, celui du continent nord-américain. Les exportations vers la Chine et Hong-Kong augmentent de plus de 9 %, pour la deuxième année consécutive. À l'importation, la place de cette zone sur le marché français s'est nettement consolidée (4,9 % en 2004, contre 3,7 % en 2002) grâce à des taux de croissance à deux chiffres (+ 21,2 % en 2004). Elle explique presque un point de la hausse des importations en 2004, et cette contribution la place en deuxième position parmi les fournisseurs de la France, derrière l'Allemagne (+ 1,5 point). Par ailleurs, un autre géant asiatique commence à s'ouvrir : l'Inde, dont les achats à la France s'accroissent de + 30 % en 2004, et les ventes de près de + 14 %. Quelle que soit la zone, les soldes se creusent, plus particulièrement avec l'Asie, l'Allemagne et le Benelux.

### Tourisme : le pire est passé mais l'excédent s'érode

Le tourisme mondial était très affecté depuis 2001 par le ralentissement économique, les troubles politiques et les crises sanitaires. Il renoue en 2004 avec la croissance, mais la France n'en tire pas le meilleur parti. Le haut niveau de l'euro reste un obstacle pour une partie de la clientèle, et les touristes européens s'orientent vers des destinations moins onéreuses et plus ensoleillées. La clientèle lointaine en revanche est de

### ③ Besoin de financement pour la deuxième année

en milliards d'euros courants



Source : comptes nationaux - Insee

retour, même si sa fréquentation n'est pas revenue au niveau de 2002. Le plus dur de la crise semble néanmoins passé : les recettes touristiques se redressent après une année 2003 particulièrement noire, il est vrai (+ 1,5 % après - 5,4 %). En revanche, pour les Français, la force de l'euro est un atout qui contribue à leur redonner le goût des voyages, même s'ils en écourtent la durée. Au total, leurs dépenses explosent (+ 8,7 % après + 0,6 %) et le solde touristique, toujours nettement excédentaire (+ 10,3 milliards), se dégrade de 1,3 milliard.

Les échanges liés aux autres activités de services sont eux aussi déséquilibrés. Les recettes n'augmentent quasiment pas alors que les dépenses sont en hausse de + 5 % : le solde diminue de plus de 2 milliards. La vitalité du commerce mondial stimule les échanges de services de transport, dont la valeur intègre en outre un surcoût lié à la hausse du prix du carburant. Toutefois, la concurrence ne jouant pas en faveur du transport français, les recettes progressent moins rapidement que les dépenses, (+ 6,3 % contre + 11,0 %) ; ces dernières augmentent

particulièrement vite dans le transport aérien (+ 19,9 %). Le déclin du négoce international se poursuit. Le solde des services d'intermédiation financière est positif, mais diminue sensiblement.

### Le besoin de financement s'accroît

Depuis 2000, tous les soldes intermédiaires ont successivement creusé le solde du compte du Reste du monde, passé d'une capacité de financement de + 16,9 milliards d'euros en 2001 à un besoin de financement de - 10,4 milliards en 2004, soit une baisse cumulée de 27 milliards (graphique 3). En 2004, les échanges de biens deviennent déficitaires (- 6,6 milliards, FAB-FAB), l'excédent touristique s'érode continuellement depuis quatre ans et le déficit des opérations de répartition, qui s'était nettement accentué en 2002, ne s'est pas amélioré depuis lors. Il atteint - 14,5 milliards en 2004. Sa détérioration provenait de la dégradation du solde des intérêts, conséquence d'une baisse sensible des recettes (- 9,7 % en 2002 et - 3,2 % en 2003) alors que les versements continuaient à croître modérément. Le ralentissement des flux d'intérêts était directement lié à la baisse des taux. L'appréciation de l'euro a pu aussi contribuer à dévaloriser les recettes libellées en dollars. Les portefeuilles de titres étrangers détenus par des résidents s'étant accrues à partir de 2003, les recettes d'intérêts renouent avec la croissance en 2004 (+ 7,7 %). Mais les émissions de titres publics français ont aussi augmenté et ces titres ont été achetés par des non-résidents. Les versements progressent donc à peu près autant que les recettes (+ 7,8 %) et le déficit se creuse à nouveau. Le solde des dividendes s'améliore, en liaison avec les bons résultats des filiales étrangères des groupes

français. Le solde des revenus de la propriété est ainsi préservé. Les versements au titre de la coopération internationale courante augmentent sensiblement, et la « quatrième ressource », fraction de la contribution française au budget des institutions européennes, est en hausse pour compenser partiellement le repli des versements de TVA.

### Sources

**Le compte du Reste du monde** est, pour la première fois, établi en base 2000. Il se fonde sur les statistiques douanières, pour l'évaluation des échanges de biens, et sur le compte des transactions courantes de la Balance des paiements, pour l'évaluation des échanges de services et des opérations de répartition. Par produit, les importations sont mesurées « Coûts, assurance, fret » (CAF) : elles comprennent les coûts de transport et d'assurance en territoire de transit (entre les frontières des pays partenaires). Dans les comptes, elles sont globalement corrigées pour être évaluées « Franco à bord » (FAB). À l'occasion de la base 2000, des efforts de rapprochement importants ont été accomplis en faveur de la convergence du compte du Reste du monde et du compte de la Balance des paiements, dont les soldes commerciaux sont maintenant très proches.

### Définitions

**Contribution** : l'évolution d'un flux d'échanges agrégé peut être décomposée, par zone ou par produit, en fonction des contributions des postes composant ce flux. La contribution d'un poste s'obtient en multipliant le taux de croissance de ce poste par son poids dans l'agrégat l'année précédente. La somme de toutes les contributions est égale au taux de croissance.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

## BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1  
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2005

Abonnement annuel =  70 € (France)  87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

Direction Générale :

18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :

Jean-Michel Charpin

Rédacteur en chef :

Daniel Temam

Rédacteurs : R. Baktavatsalou,

C. Benveniste, C. Dulon,

A.-C. Morin

Maquette : THV

Code Sage IP051035

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2005



**INSEE**  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES